

Transmis pour information aux honorables membres de la

- Conférence des Présidents
- Commission des Pétitions
- Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Luxembourg, le 12 mars 2020



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Luxembourg, le 6 février 2020

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.: 121	SCL:
Entré le: 10 FEV. 2020 PET 1288	
CE:	CHD:
A traiter par: SANDY	
Copie à:	

Monsieur le Ministre aux Relations avec
le Parlement

Service central de Législation
5, rue Plaetis
L - 2338 Luxembourg

Concerne : pétition n° 1288 – Manger des produits biologiques dans les crèches et les écoles

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe ma prise de position par rapport à la pétition n° 1288.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération.

Claude Meisch

Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Pétition n° 1288 sur l'alimentation bio en services d'éducation et d'accueil - Prise de position du
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

Plutôt que d'imposer une alimentation à base exclusive de produits labélisés bio aux services d'éducation et d'accueil, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vise à favoriser une alimentation saine et équilibrée basée sur des produits frais. Dans ce contexte, il est à préciser que lesdits services ne sont pas gérés par l'État, mais par des gestionnaires externes.

Par diverses actions menées par le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et par le Ministère de l'Agriculture ainsi que par des acteurs du terrain, une alimentation en collectivité se basant sur des produits frais, de saison, de production locale et issues de productions durables, a été favorisée.

Il est à noter qu'en cas d'obligation d'utiliser exclusivement des produits bio en collectivité, la production de produits à label bio issus de la production luxembourgeoise ne suffirait probablement pas à répondre aux besoins nationaux. Le cas échéant, des importations de pays tiers s'imposeraient ce qui aurait un impact négatif sur la valeur nutritive des produits acheminés sur de longues distances.

De plus, une obligation des collectivités en vue d'une alimentation exclusive de label bio entraînerait une augmentation non négligeable en termes de coût.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a élaboré divers textes légaux ainsi que des publications visant à garantir une alimentation saine et équilibrée en service d'éducation et d'accueil (SEA), tout en permettant en même temps de sensibiliser les acteurs concernés :

1. Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfant

- **Art 2 : Pour pouvoir être considéré comme service d'éducation et d'accueil pour enfants, le service doit fournir entre-autre la prestation suivante : (...) b. une restauration équilibrée (...)**

La notion de restauration équilibrée se base sur la pyramide alimentaire adoptée par le Ministère de la Santé et les recommandations de l'initiative interministérielle « Gesond lessen Méi Bewegen, GIMB ».

- **Art 18 : Le service pour enfants offre une alimentation équilibrée, basée sur des produits frais et adaptée à l'âge des enfants.**

Cet article impose au gestionnaire d'un SEA de servir une alimentation sur base de produits frais. Le contrôle des denrées alimentaires et des procédures d'hygiène incombe aux services de la Direction de la Santé. Or, lors des contrôles dans les SEA, les agents du ministère contrôlent également dans la mesure du possible les aliments servis en collation. Ainsi, des mises en demeure ont été rédigées à l'encontre de gestionnaires ayant servi des aliments industriels de basse qualité avec une mauvaise valeur nutritionnelle. Le gestionnaire doit se mettre en conformité avec les articles 2 et 18 du règlement en question.

2. *Le cadre de référence national pour l'éducation non-formelle*

Ce cadre est contraignant pour les SEA prestataires du chèque-service accueil. L'alimentation y est considérée comme besoin essentiel de chaque enfant. Une éducation à une alimentation équilibrée est indispensable à un développement sain et fait par conséquent partie intégrante de l'offre des SEA.

3. *Guide sur l'alimentation saine dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants*

Ce guide a été publié par le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Il y est conseillé aux gestionnaires de servir des produits frais, de saison, de production locale et durable.

Ainsi, l'eau du robinet est préconisée, tout comme les fruits et légumes fraîchement récoltés ou bien les produits congelés peu après la récolte, alors que les fruits et légumes de saison sont à avantager. L'arrivée saisonnière des végétaux se trouve thématisée lors des activités pédagogiques. Les enfants apprennent ainsi à apprécier les différents aliments et à privilégier les produits de qualité et de saison.